

# Le passage au socialisme démocratique

Par MAURICE DUVERGER

Le drame du Chili pose le problème de la possibilité du passage au socialisme par la voie démocratique dans des termes assez différents des interprétations faites par les partis politiques français de la majorité et de l'opposition. La paralysie économique du pays, dans les derniers mois du gouvernement Allende, était évidente, ce que la gauche omet généralement de rappeler. Mais elle tenait à la grève des camionneurs et des petits commerçants, frouchement antigouvernementaux, et au refus du Parlement de voter les lois proposées par le président, plus qu'à la nature socialiste des réformes accomplies par celui-ci ou au développement des nationalisations « sauvages ».

De son côté, la droite oublie de préciser que les principales victimes de l'inflation galopante et de la pénurie de produits de consommation, c'est-à-dire les pauvres et les salariés, loin de se retourner contre Salvador Allende, lui ont constamment maintenu leur soutien et l'ont même accru, puisque l'Unité populaire est passée de 36 % des suffrages en 1970 à 43 % en mars dernier. Elle est fautive l'image d'une armée poussée à intervenir par la pression populaire pour chasser du pouvoir un gouvernement en train de perdre la confiance de la nation. Soutenu par un peu plus du tiers des Chiliens au début de son mandat, le président Allende l'était par près de la moitié au moment du coup d'Etat, et de la moitié la plus touchée par les difficultés matérielles.

Là se trouve probablement la raison majeure du putsch militaire. Tant que la droite chilienne a cru que l'expérience de l'Unité populaire allait prendre fin par la volonté des électeurs, elle a maintenu une attitude démocratique. Le respect de la Constitution valait qu'on laisse pas-

ser l'orage. Quand elle a craint qu'il ne passe pas et que le jeu des institutions libérales aboutisse à maintenir Salvador Allende au pouvoir et à développer le socialisme, elle a préféré la violence à la loi.

La Commune de 1871, les fascismes des années 30, les commentateurs de presse sur le coup d'Etat chilien, montrent que la droite européenne aurait des réactions analogues dans les mêmes circonstances. Elle trouverait sans doute un appui identique de la part des militaires. Républicaine ou non, légaliste ou non, neutre ou non, l'armée penche toujours du côté de l'ordre, par nature.

(Lire la suite page 3, 1<sup>er</sup> col.)

## Une expérience

### LA FIN DU

Une lettre de Gilbert Amy  
« Domaine musical » vient  
grand « mouvement », lar  
Boulez, qui a joué un rôle

Dans le style un peu sec  
sible qui est celui de la  
(« Il m'est un peu triste  
qu'il n'y aura pas de D  
cal au Théâtre de la  
chain... Il me reste  
certes non dans l'eu  
excès d'amertume  
Gilbert Amy brise  
de la musique  
France. Succès  
qui était parti  
sans retour e  
maintenu la  
rigueur, sa  
nouvelle j  
combat c  
de la « m  
de son  
ses ol



# MILITAIRE AU CHILI

## Le passage au socialisme démocratique

(Suite de la première page.)

Tant que le socialisme n'est pas établi et qu'il n'a pas créé un ordre nouveau, elle s'accroche instinctivement à l'ordre capitaliste, le seul qui lui paraisse un ordre. S'il s'agit d'une armée évoluée, traditionnellement soumise au pouvoir civil, pas accoutumée aux pronunciamientos, on peut espérer qu'elle intervienne seulement si elle se sent soutenue par une grande partie de la nation. L'attitude de la majorité des officiers français pendant la guerre d'Algérie est significative à cet égard.

Cela veut dire que les règles du jeu majoritaire qui caractérisent la démocratie libérale ne peuvent pas s'appliquer de la même façon quand le gouvernement porté au pouvoir par des élections régulières ne se borne pas à gérer l'ordre capitaliste existant ou à le retoucher par des réformes secondaires, mais entreprend de le transformer radicalement pour lui substituer un ordre socialiste. Dans la plupart des régimes occidentaux, la majorité et l'opposition ont des forces à peu près équivalentes, et le pouvoir passe de l'une à l'autre moitié du pays par le déplacement d'une petite fraction d'électeurs marginaux. Souvent, d'ailleurs, la majorité parlementaire est aux mains d'un parti ou d'une coalition qui reste minoritaire dans le pays à cause des suffrages égarés sur des petits groupes charnières. Cela se produit régulièrement en Grande-Bretagne.

Il peut même arriver, par les bizarreries de la loi électorale, que le pouvoir tombe entre les mains d'un parti placé en seconde position : ainsi pour la « majorité » parlementaire anglaise, en 1951, et pour la présidence des Etats-Unis, en 1876. Ces gouvernements minoritaires n'ont pas éprouvé de difficultés sensiblement plus grande que les autres. Ils représentaient finalement, comme les gouvernements « majoritaires », à peu près la moitié du pays. Le système pluraliste fonctionne sans encombre sur ces bases, parce que la moitié qui gouverne n'impose pas à la moitié dans l'opposition des mesures inacceptables par celle-ci. M. Heath et M. Pompidou ne remettent pas sérieusement en cause les avantages sociaux des travailleurs, M. Brandt et M. Palme ne menacent pas l'ensemble des capitalistes. Les décisions des uns et des autres sont admissibles par une grande partie de leurs adversaires.

La situation serait différente dans le cas d'un gouvernement de gauche décidé à établir un régime socialiste démocratique. Ses décisions seraient inacceptables pour tous ceux de ses adversaires qui penseraient qu'elles vont dégrader profondément leurs conditions d'existence et les réduire à une vie plus médiocre. Si toute l'opposition est dans cette situation, il ne sera pas possible d'établir le socialisme par des méthodes libérales et legalistes, quelle que soit la bonne volonté des gouvernants. On peut gérer les affaires courantes ou faire des réformes limitées avec 51 % de partisans, contre 49 % d'opposants, parce que le recours à la violence serait plus traumatisant pour ces derniers que l'acceptation des décisions de la majorité. On ne peut pas établir le socialisme dans ces conditions, si

les 49 % jugent qu'il les enfermerait dans une situation intolérable : car ils prendront l'initiative de la violence et ils trouveront des appuis suffisants pour la développer.

La première condition du passage démocratique au socialisme dans un pays occidental de type français, c'est que le gouvernement de gauche rassure les classes moyennes sur leur sort dans le futur régime, pour les dissocier du noyau des grands capitalistes condamnés, eux, à disparaître ou à subir un contrôle étroit. Cela suppose que l'évolution vers le socialisme soit très progressive et très lente, de façon à rallier à chaque étape une notable partie de ceux qui le craignent au départ. Le sort des petites entreprises dans le futur régime doit être clairement précisé par ailleurs, en faisant apparaître qu'il sera meilleur que dans le capitalisme de monopoles et d'oligopoles. La nationalisation des grandes entreprises ne doit en aucun cas s'accompagner d'occupations ou d'autogestions sauvages, dont le développement au Chili a fait beaucoup de mal au gouvernement Allende. L'ordre public doit être tenu fermement, même si cela oblige à restreindre la spontanéité des mouvements populaires.

Ces conditions sont draconiennes, et l'on comprend que les gauchistes

— et quelques autres — les récusent. Peut-on leur rappeler le mot de Lénine : « Les faits sont têtus » ? Que la réalité soit désagréable ne l'empêche pas d'être la réalité. D'ailleurs, la voie révolutionnaire vers le socialisme est encore plus difficile que la voie démocratique dans les nations d'Occident. Quand une société est divisée en deux blocs à peu près égaux en nombre et en puissance, l'un ne peut imposer à l'autre un régime inacceptable par lui qu'au prix d'une violence extrême et d'affreux holocaustes.

Les révolutions sont « douces » (relativement) et les coups d'Etat « propres » quand l'opposition est faible. Les uns et les autres sont terribles quand 51 % s'opposent à 49 %, ou à peu près. Ainsi, dans les pays arriérés d'Amérique latine, où les masses populaires sont écrasées par la domination des grands propriétaires, des firmes multinationales (c'est-à-dire américaines), des puissances capitalistes locales, de la C.I.A., les pronunciamientos peuvent se faire sans trop de victimes. Dans le Chili plus évolué, où le gouvernement socialiste a soulevé de grands espoirs, les militaires sont acculés à des excès sanglants, malgré leur « républicanisme ».

MAURICE DUVERGER.

## L'U.R.S.S. et la R.D.A. rompent leurs relations diplomatiques avec Chili

L'U.R.S.S. a décidé vendredi de rompre ses relations diplomatiques avec le Chili. La note remise par le gouvernement soviétique à l'ambassadeur du Chili à Moscou est particulièrement dure. Elle relève que ce geste tranche sur la politique traditionnelle de l'U.R.S.S. La République d'Allemagne démocratique a également rompu ses relations diplomatiques avec le Chili.

## Moscou a voulu dire que sa politique reste une « politique »

De notre

Moscou. — La déclaration du gouvernement soviétique, publiée vendredi 21 septembre, annonce la rupture des relations diplomatiques avec le Chili en raison de l'extrêmement sévère. On ne peut pas l'expression de l'opinion, ni de l'espoir, ni de la confiance, ni de la coopération entre les deux pays.

Le texte commenté par le quotidien soviétique, déclare que le Chili a été dirigé contre les intérêts du pays, et que la politique chilienne est une vague de propagande d'extrême droite.

La déclaration est justifiée d'incriminer le Chili.

11 septembre, le Chili a été dirigé contre les intérêts du pays, et que la politique chilienne est une vague de propagande d'extrême droite.

● L'attitude du gouvernement chilien incite M. Yves Le... des Côtes-du-... ministre... une